

28 octobre 2014 | par Robert Viennet

Sondage : des transports urbains plébiscités, mais pas payés à leur juste prix

Un sondage Ifop montre que le transport public urbain est utilisé régulièrement par un français sur deux. Même si la voiture reste le mode de déplacement dominant, les progrès réalisés ces dernières années par les transports collectifs en termes d'offre et de qualité, portent leurs fruits. Sauf sur un point. Un tiers des français pense que le coût des déplacements a augmenté plus vite pour les bus que pour la voiture alors que ces dix dernières années, le prix du ticket a baissé en moyenne de 4,75%. Une situation qui met en péril l'équilibre du secteur.



Elles sont loin les années 80, l'époque où le transport public était considéré comme le transport du pauvre. Loin le temps où l'on qualifiait la clientèle des bus et des trains de banlieue de "captifs". Signifiant ainsi qu'ils n'avaient pas d'autre choix.

Le sondage réalisé par l'IFOP (1), pour le compte de l'Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTP) et de son observatoire de la mobilité, montre que 50% des français utilisent régulièrement le transport public. Les trois quart de ces utilisateurs possèdent une voiture. Deux modes de transports qu'ils utilisent en combinaison pour 66% des personnes interrogées, y ajoutant parfois un peu de vélo. Ce qui fait dire à l'UTP que "les utilisateurs des transports publics sont très rationnels et qu'ils savent que chaque mode a sa zone de pertinence."

Ce sont les franciliens (76%) et les habitants des grandes villes (70%) qui utilisent le plus les transports publics.

Domicile-travail : 20% des déplacements quotidiens

86% des utilisateurs déclarent prendre le transport public pour leurs loisirs, faire des courses, ou effectuer des démarches administratives. Alors qu'ils ne sont que 66% à déclarer se rendre à leur travail ou sur leur lieu d'étude avec ce mode de déplacement. Un paradoxe qui n'est qu'apparent puisque la fréquence d'utilisation est plus importante pour les trajets "domicile-travail" (35% utilisent les transports collectifs 4 fois par semaine ou plus) que pour les autres motifs de déplacement. Résultat aujourd'hui, la part des actifs dans les utilisateurs des transports publics urbain oscille entre 15% et 40% suivant les réseaux, soit 20% en moyenne, explique l'UTP.

A la question de savoir pourquoi ils utilisent les transports publics, 53% des personnes interrogées répondent que c'est plus pratique (stationnement embouteillage), 28% qu'ils n'ont pas le choix et 19% que c'est mieux pour l'environnement. Logiquement quand on leur demande ce qui les convaincrat d'utiliser davantage les transports publics, ils sont 35% à répondre la difficulté à circuler et 26% la hausse du prix de l'essence. La baisse de la pollution ou la hausse du prix du stationnement, arrivent derniers avec respectivement 16 et 11%.

De l'offre, de l'offre, de l'offre

Quels sont pour les Français les critères essentiels pour un service de qualité ? C'est la ponctualité qui arrive en tête (54%) suivie de près par la fréquence (50%) et la sûreté (48%). Les aspects de confort sont moins plébiscités : 17% pour le confort des véhicules, 11% pour l'information voyageurs et 8% pour le bon dernier, l'accueil.

L'UTP souligne dans son "Observatoire de la mobilité 2014" qu'au cours de la dernière décennie, l'offre de transport public a progressé de 30% passant de 548 000 à 710 000 kilomètres. Le nombre d'habitants ayant accès à un réseau de transport urbain, est passé de 19,7 millions en 2003 à 21,8 millions en 2013, soit une progression de près de 11%.

Favoriser les bus

Quand on leur demande comment rendre les déplacements en bus plus rapides, 30% des sondés répondent l'augmentation du nombre de voies réservées aux bus, 24% la création de lignes express pour desservir certains grands équipements, et 22% faire diminuer la circulation automobile. 8% déclarent même qu'il faudrait réduire le nombre d'arrêts "quitte à marcher un peu plus".

41% des personnes interrogées déclarent que la crise a impacté leurs déplacements en ville. Le mode le plus touché ? La voiture. 47% des sondés indiquent qu'ils l'utilisent moins alors qu'ils ne sont que 11% à avoir diminué leurs déplacements en transport collectif. Mais, curieusement, 37% des sondés ont le sentiment que le coût des transports publics a plus augmenté que le coût des déplacements en voiture. Ils ne sont que 27% à penser le contraire.

Plus de clients, moins de recettes

Une idée reçue qui à la vie (très) dure. Et l'UTP aura sans doute beaucoup de mal à expliquer au grand public que "le transport public n'est pas payé à son juste prix". Et pourtant, en moyenne le client ne paie que 31% du coût réel de son déplacement, le reste étant pris en charge par les entreprises et l'impôt local. En 2003, la part acquittée par les recettes tarifaires était de 39%. Dans le même temps, la dépense par voyage a progressé de 6% en dix ans. Un "effet ciseaux" qui s'explique par l'augmentation de l'offre pour desservir des territoires de plus en plus larges et peu denses, et une fréquentation qui augmente plus vite que les recettes.

Plus de clients, mais moins de recettes, c'est l'équation infernale du transport public. Elle est due pour une part au fait qu'en dix ans les tarifs du transport public ont baissé de 4,75% en moyenne en euros courants alors que dans le même temps le prix de tous les autres services publics marchands progressaient plus vite que l'inflation : enlèvement des ordures ménagères + 62%, distribution de l'énergie + 59%, de l'eau + 30%. Même les cantines ont augmenté de 22%.

Depuis plusieurs années, les opérateurs tirent la sonnette d'alarme expliquant que cette situation ne pourra perdurer encore longtemps. D'autant que la crise actuelle des finances publiques locales ne laisse plus aucune marge de manœuvre. Si le transport public ne retrouve pas un certain équilibre économique en augmentant ses recettes et donc ses tarifs, l'offre risque de se réduire entraînant l'ensemble du secteur dans une spirale de déclin.

Robert Viennet

Observatoire de la mobilité

Sondage réalisé par l'IFOP en septembre 2014.
2000 Français âgés de 18 ans contactés et 1000 utilisateurs
Echantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et +.



(1) Sondage réalisé par l'IFOP en septembre 2014. 2000 Français âgés de 18 ans contactés et 1000 utilisateurs interrogés. Echantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et +.

[Télécharger l'intégralité de ce sondage en PDF](#)

Urbain